

**DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS
MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES
ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ**

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Je soussigné-e, Christine MEIGNIEN
Président-e de l'association Fédération Française SÈSANE AUTISME

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association.

Objet social :

Membres du bureau (et leur situation sociale¹) :

Annick TABET (retraite) - vice-Présidente
Marie MAFFRAND (retraite) - vice-Présidente
Christine MEIGNIEN (sans emploi) - Présidente
François LEBEAU (retraite) - Trésorier
Dominique EYSSARTIER (retraite) - Secrétaire Générale
Sylvaine RIBAGEAU-DUMAS (retraite) - Rédactrice en chef
de la revue SÈSANE

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.

2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	39.120	24,77
Subventions publiques	CNAMTS (2014)	3.947	2,50
	DGCS	15.000	9,50
	DRIFIP (contrats aidés)	2.846	1,80
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Dons manuels	21.367	13,53
Financements privés			
Activités économiques de l'association	Abonnés Revue	75.641	47,90
Autres sources de financements			
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 157.920 €			

Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	35.485	9,18
Subventions publiques	CNAMTS (2015)	4.485	1,16
	DRIFIP	7.000	1,81
	BGCS	15.000	3,88
	MAS FIP	5.000	1,29
	Fondation Orange	8.000	2,07
	CNAMTS (2016-17)	6.789	1,76
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Legs	236.097	61,08
	Dons manuels	17.720	4,58
Financements privés			
Activités économiques de l'association	Abonnements	18.397	4,76
	Entrées colloque	15.590	4,03
	Repas réseau	3.082	0,80
	Ventes livres, DVD	369	0,09
	Tee-shirts		
Autres sources de financements	Produits Financiers	1.241	0,32
	Reprises provisions	11.657	3,02
	Divers	625	0,16
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE :		386.537	€

PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES



Ressources pour l'année 2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents	Adhérents	41.542	39,89
Subventions publiques	DRIF	2.856	2,74
	DGCS	15.000	14,40
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)	Dons manuels	15.083	14,48
Financements privés			
Activités économiques de l'association	Abonnements	17.178	16,49
	Prestations diverses	3.906	3,75
	Repas (réseau + jeunesse)	2.969	2,85
	Ventes livres, DVD Tee-shirts	1.496	1,44
Autres sources de financements	Produits Financiers	1.206	1,58
	Transf. charges Expl	2.910	2,79
	Divers	2	0,002
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE :		104.148 €	



3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
Une administratrice est conseillère municipale et conseillère communautaire		
Soit 1p sur 22 \Rightarrow moins de 5%		



3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Deux administrateurs :
- un psychiatre en activité
- une infirmière retraitée
sur un total de 22 administrateurs
soit environ 9 %



4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à PARIS
Le 20 novembre 2018

